

L'ACTION FRANÇAISE

ORGANE DU NATIONALISME INTÉGRAL

REDACTION & ADMINISTRATION : LYON - 66, rue de la République, 66 - LYON

Adresse Télégraphique : ACTIOFRAN - LYON

TÉLÉPHONE : FRANKLIN 28 - 63

50 centimes FRANCE & COLONIES
ABONNEMENTS : 1 AN - 6 MOIS - 3 MOIS
France et Colonies... 120 fr. 60 fr. 35 fr.
Etranger plein tarif... 200 fr. 100 fr. 60 fr.
Paris à tarif réduit... 200 fr. 110 fr. 60 fr.
CHÈQUE POSTAL : LIMOGES - 264-44

Fondateur : HENRI VAUGEOIS. — Directeurs politiques : LÉON DAUDET et CHARLES MAURRAS. — Rédacteur en Chef : MAURICE PUJO

La France, La France seule...

DÉCHUS de la nationalité française!

M. René Bloch, née Geismar ; M. Georges Bollack ; René Chomette, dit René Clair, cinéaste ; M. Roméo Ciccolini, naturalisé ; M. Jacques Epstein, administrateur du journal l'Ordre ; Mme Suzanne Geismar, docteur en médecine, chevalier de la Légion d'honneur ; M. Isaac Grodzinsky, éditeur ; Mlle Vera Korotky, dite Vera Korine, artiste dramatique, sociétaire de la Comédie Française ; M. Moïse Dulaar, négociant, avenue des Champs-Élysées, à Paris ; M. Pierre Lazareff, publiciste ; M. Alexis Léger, ex-secrétaire général du ministre des Affaires étrangères, Grand Officier de la Légion d'honneur ; M. Claude Lévy, maire d'Orléans ; M. Tony Mayer et Mme Thérèse Mayer, née Raynal ; M. André Meyer, directeur de la banque Lazard ; M. Sylvain Mosse, docteur en médecine ; M. Olivier Puisseux, industriel à Ivry-sur-Seine ; M. Henri Reichenbach ; M. Léonard Rosenthal, administrateur de sociétés, commandeur de la Légion d'honneur ; Mme Reine Seitz, née Delys, décoratrice à Biarritz ; Mlle Alice Seitz ; M. Henri Torrès, avocat, ancien député ; M. Paul-Louis, industriel.

Plusieurs personnes viennent, sur la proposition du Garde des Sceaux, d'être déchues de la nationalité française pour avoir quitté la terre de France dans des conditions déterminées. Quelques-unes d'entre elles sont bien connues de nos lecteurs. Leur déchéance entraîne automatiquement la radiation des cadres de la Légion d'honneur. Il y avait donc eu male donne. Voici la liste des personnes en question :

On remarquera notamment le nom de M. Alexis Léger, successeur de M. Philippe Berthelot au secrétariat général du ministère des Affaires Étrangères, mé-

LE DUEL AÉRIEN Anglo-Allemand

LE SUD-EST de l'Angleterre et l'Allemagne de l'Ouest ont reçu de nouveau la visite des bombardiers

Londres, 31 octobre. — Communiqué du ministère de l'Air et du ministère de la Sécurité Nationale : Des attaques aériennes ennemies, au cours de la nuit dernière ont été principalement concentrées sur Londres, l'Est et le Sud de l'Angleterre. Ces attaques n'ont pas été intenses, les dégâts ne sont pas importants et les victimes sont peu nombreuses. Au cours de la journée d'hier, nous avons perdu cinq appareils indennés, mais un pilote est indemne.

LE COMMUNIQUÉ ALLEMAND Berlin, 31 octobre. — Le haut commandement allemand communique que pendant la journée d'hier l'aviation allemande a poursuivi ses opérations dans le Sud de l'Angleterre, en particulier dans le Centre et de l'Ouest du pays. Des objectifs militaires ont été atteints dans la région de Sheffeld.

Un navire marchand anglais de 5.000 tonnes a été coulé au large des côtes irlandaises. Cette nuit, de nombreux incendies ont éclaté à Londres à la suite de bombardements continus de l'aviation allemande. Par ailleurs, les avions allemands ont attaqué la côte occidentale et en particulier Coventry.

Une tentative de lance-torpilles anglaise d'attaquer la côte de Flandres a échoué. Un lance-torpilles a été probablement coulé. (Voir la suite en 2^e page)

L'ŒUVRE de M. PEYROUTON

M. Peyrouton, ministre de l'Intérieur vient de faire à la presse plusieurs déclarations importantes. Le Ministre de l'Intérieur est maintenant non seulement le chef de l'administration préfectorale de la Police, mais il a aussi la direction de la Santé Publique, de la Famille et celle des Anciens Combattants.

L'administration préfectorale M. Peyrouton a insisté sur la réorganisation de la fonction préfectorale. La loi du 7 juillet 1940 lui a permis d'épurer l'administration.

La police La première tâche qui était la mise en ordre des services de police. La direction de la Sûreté apparaît une réorganisation ; les attributions des différents services ont été précisées ; une inspection générale a été créée. L'œuvre d'organisation de la police, qui a pour but de placer sous la seule autorité du préfet tous les agents concourant au maintien de l'ordre, a été entièrement amorcée. La question du personnel n'avait pas moins d'importance car, dans le corps de la police, si dévoué et si méritant dans l'ensemble, se trouvaient néanmoins bien des éléments indésirables. Après un examen minutieux des dossiers par un commissaire spécial, présidé par M. Imbert, chef de l'Inspection générale des services administratifs, 67 fonctionnaires ont été mis à la retraite, 101 ont été placés dans la position prévue par la loi du 17 juillet 1932 ont fait l'objet d'avertissement ou de déplacements d'office.

Le recrutement des commissaires et des inspecteurs de police a fait l'objet de règles nouvelles permettant d'accueillir dans les cadres de la Sûreté un personnel d'élite. Une école de police vient d'être créée à Lyon pour assurer la formation professionnelle pratique des fonctionnaires stagiaires. (Voir la suite en 2^e page)

LA GUERRE italo-grecque

IL SEMBLE qu'il n'y ait pas eu encore de grandes opérations

LE COMMUNIQUÉ ITALIEN Rome, 31 octobre. — D'après le communiqué officiel publié par le G. Q. G. des forces armées italiennes, les unités italiennes ont atteint le fleuve Kalassa, à 5 ou 10 kilomètres de la frontière.

Le communiqué annonce que les destructions des forces helléniques qui battent en retraite, et les conditions atmosphériques défavorables, ne ralentissent pas le mouvement des troupes italiennes. Malgré la vive réaction de la D. C. A. grecque, les avions italiens ont atteint des navires chargés de troupes helléniques, ainsi que des baraquements de troupes, d'importants ouvrages et des routes.

Un avion grec a été abattu et un appareil italien n'est pas rentré. D'autre part, d'après une dépêche de Belgrade, les troupes italiennes auraient pénétré jusqu'à 80 kilomètres à l'intérieur du territoire grec, dans le secteur de San Nicola où la résistance des forces hellènes est moindre.

LES TROUPES ITALIENNES AURAIENT FAIT DES PROGRES SENSIBLES EN EPIRE Le D. N. B. publie cette dépêche de Belgrade : On mande d'Athènes au journal « Politika » que les bombardements du premier jour sur Patras auraient causé environ 100 morts et 350 blessés. (Voir la suite en 2^e page)

LENDEMAINS de GUERRE

Le souvenir de François de Marmier

Me trouvant près de Châlus en juillet, j'ai voulu revoir le lieu où tomba Richard Cœur de Lion. La tour d'où partit la flèche qui tua le héros Plantagenet.

J'avais fait ce voyage en 1932 avec notre inoubliable François de Marmier, l'aviateur au pied coupé. Qui ne se rappelle parmi ceux qui l'ont rencontré, ne fût-ce qu'une fois, cet homme extraordinaire, sa voix impérieuse et chaude, sa forte carrure, son mâle visage bronzé, et surtout, si on l'a quelque peu fréquenté, sa parole foudroyante.

Sait-on qu'il fut l'un de nos premiers aviateurs et des plus ardemment enflammés ? Il volait en août 1914 au-dessus des colonnes ennemies et fut l'un de ceux qui signalèrent leur changement de direction fatal. Le 11 avril 1915, son escadrille devant bombarder à Zeebrugge des chantiers allemands, il franchit le tir de barrage qui fermait au reste de nos avions leur voie aérienne.

Marmier, arrivé sur l'objectif, vit les canons verticaux de la D. C. A. hostile, prêts à tirer sur eux, et vérifiant son altimètre se trouva trop haut, descendit, lâcha un projectile qui manqua le but, un autre qui l'atteignit, au moment où commençait à l'encadrer les obus de l'adversaire dont l'un lacéra son passe-montagne. Il poursuivit sa ronde bruyante et, comme il venait de frapper encore au point fixé, fut environné de la fumée d'un éclatement qui brisa l'essieu et les roues avant, coupa un levier de commande, le blessa à l'épaule et lui trancha le pied gauche. Il leva les yeux vers la mer, vit une escadre anglaise, mit le cap sur elle, puis, comprenant que l'espoir était vain d'être recueilli et qu'en tombant à l'eau il s'y enfoncerait, il revint sur la terre, poursuivi par les coups rapides des batteries qui lui barraient la route. Il sentait l'extrême lourdeur du membre affreusement blessé, n'ayant, dans la

première minute, qu'éprouvé la meurtrissure plus aiguë de l'épaule. Il se penche, il regarde, voit la carlingue rougie de son sang, saisit à pleine main la chair inerte, encore attachée au jarret, l'arrache d'un dur mouvement, donne ce pied à son bombardier en disant : « Prends ça !... Ça me gêne... Tu le leur balanceras sur la queue. Cela fera un projectile de plus. »

Devant leurs baraquements, sur l'aérodrome de Furnes, nos aviateurs observaient et avaient désemperé. Marmier, se jugeant perdu et voulant que son dernier vol fût le plus beau, ayant pour atterrir le vent dans le sens convenable, fit le tour du terrain pour être dans le sens contraire et se créer une difficulté nouvelle. Il atterrit sur les roues arrière avec tout l'art du maître qu'il était.

On le tire de son appareil, à bout de forces, évanoui. Le roi des Belges, le général Foch vinrent le voir, à tour de rôle, à l'hôpital. Foch lui remit la croix de la Légion d'Honneur et le pria d'exprimer ses vœux.

— J'ai toujours fait du bombardement. J'aimerais un avion de chasse. Tel fut le vœu du grand blessé. Marmier, droit sur son pied mécanique, se forçant à marcher en terrain difficile, à s'imposer ainsi des souffrances qui faisaient à peine tressaillir les muscles du rude visage, est l'une des plus puissantes figures de la guerre et de l'après-guerre.

Il avait l'imagination magnifique. Il voulait, dès l'armistice, acquérir de la terre lorraine reprise à l'ennemi. Il s'installa aussi près que possible de la nouvelle frontière, dans le domaine acheté à Saint-Avold. Il était là comme l'aigle dans son aire.

Georges GAUDY. (Voir la suite en 2^e page)

Le Conseil Supérieur de l'Ordre des Médecins

Voici la composition du Conseil Supérieur de l'Ordre des médecins : Président : M. René LERICHE, professeur au Collège de France. Membres du Comité : MM. Gabriel BOUDET, professeur à la faculté de Montpellier ; Jean COMBES, médecin des hôpitaux de Marseille ; Marcel FEVRE, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris ; Charles CERNÉZ-RIEUX, professeur agrégé à la faculté de Lille ; H. GRENET, médecin des hôpitaux de Paris ; L. ALLIER, médecin à Epinay-sur-Orge (Seine-et-Oise) ; J. ROUX-BERGER, chirurgien des hôpitaux de Paris ; Emile THIBAUDET, médecin des hôpitaux de Lorient ; Joseph VIAUD, ophtalmologiste des hôpitaux de Bordeaux ; VILLEGIER, médecin à Limoges.

Dans cette liste figurent un médecin de province et un médecin d'une modeste localité de la banlieue de Paris. On a voulu honorer en leurs personnes les membres si nombreux et si dévoués du corps médical français et on a choisi à dessein deux hommes connus pour leur haute moralité, qui ont toujours combattu les fautes pratiques de dichotomie mises à la mode par des médecins étrangers à toutes nos traditions scientifiques et nationales.

LES ETATS-UNIS doivent porter au maximum leur industrie de guerre a déclaré M. Roosevelt Washington, 31 octobre. — Dans son nouveau discours électoral, prononcé hier soir, le Président Roosevelt a parlé presque exclusivement de la défense nationale en soulignant les progrès réalisés pendant ces derniers temps dans le réarmement des Etats-Unis.

Les efforts du Gouvernement, a-t-il dit, se sont concentrés sur la marine de guerre et l'aviation. Il y a en ce moment, a-t-il dit, six fois plus d'ouvriers occupés dans les chantiers navals des Etats-Unis qu'en 1933. La marine de guerre américaine est la plus puissante qui ait jamais existé dans le monde. Les Etats-Unis se sont assurés des bases aériennes et navales sur les côtes de l'Atlantique. En ce qui concerne l'armée terrestre, le Gouvernement ne l'a pas non plus oubliée ; les effectifs de cette armée ont déjà été doublés et elle est la mieux équipée du monde et dotée de l'armement le plus moderne. Le Président a conclu en disant que les Etats-Unis devaient porter leur production de guerre au maximum, en songeant non seulement à l'Amérique occidentale et à la préparation de sa défense, mais aussi à l'aide continue qui doit être apportée à la Grande-Bretagne.

LA POLITIQUE

I. — L'allocation d'hier : son esprit

Dans notre courrier, de nombreux lecteurs réclament l'affichage des allocations et des messages du chef de l'Etat. Malgré l'écho universel des ondes, et les reproductions régulières de notre Presse, il est clair que de telles affiches vaudraient par la lumière et par la chaleur de lumière de l'esprit, haute chaleur de l'âme ! On a pu hésiter devant l'étendue de ces textes ou leur fréquence. Mais, en vérité, celui d'hier ferait presque oublier tous ses prédécesseurs. En un large sens, il est le résumé... Très bref, très condensé, gravement significatif, c'est peut-être le chef-d'œuvre du Maréchal. Ah ! oui, l'affichage ! l'affichage ! Pour aider les Français à comprendre, mais aussi pour être assuré que les exécuteurs de la pensée du chef en ont approfondi la justice et la vigueur.

Nous l'avons reproduit hier. Relisons-le de près. « Les considérants et les motifs de cet Acte... car c'est surtout un acte... qui peut-être plus d'intérêt encore que le dispositif, car ils permettent des distinctions capitales qui ne manquent pas d'importance pour un pays qui a roulé pendant soixante-dix ans, par toutes les pentes décevantes, à tous les abîmes du régime de la Discussion ; du fait de cette mauvaise habitude, le langage s'est corrompu ; à peine un fait est-il donné, qu'on le généralise pour en faire une théorie agréable ou pénible, pour en rire, pour en pleurer, en triompher, en prendre le deuil... Et cela n'aya qu'un moulin de la politique et de ceux qui en vivent. Ce n'est pas de la politique. Le grand-acte accompli par le Maréchal se définit aux antipodes de certaines menées prétentieuses qui ont été dénoncées et stigmatisées par nous, par d'autres, pendant ces quatre derniers mois. Lisez ce discours si personnel. Qu'y voit-on annoncé ? Qu'un événement jugé favorable, estimé heureux, a été rendu « possible » : Comment l'a-t-on obtenu ? Est-ce en se précipitant au-devant du vainqueur ? En lui offrant ce qu'il ne demandait pas ? En faisant fi de toute décence et de tout honneur ? C'est ce que plaident quelques messieurs Tabouins dans cette Œuvre qui paraissait alors dans la France libre. Ils avaient un mot en horreur, et ne s'en cachaient pas, le mot de « Dignité ». C'est le premier mot que l'on trouve dans le texte du Maréchal :

« Grâce à la dignité des Français devant l'épreuve... » En effet, ni le ressaisissement dont parle le Maréchal, ni ce « redressement » n'aurait été possible, sans cette sauvegarde première qui découle de la tenue et du quant-à-soi français sous la pire « épreuve ». Quelque politique qu'on adoptât, il fallait tout d'abord cet élément moral, puissant ingrédient de toute réalité d'ordre humain.

Dans cet ordre, l'effort déployé par tous les esprits politiques à la suite du mouvement régénérateur entrepris par le Maréchal, la défense de l'Empire par nos marins, aviateurs, chefs coloniaux, le loyalisme indigène, tout aura servi pour établir cet acte de l'existence nationale qui prime tout et dont on ne peut contester ni l'esprit, ni la conscience, ni la passion puisque ce qui en procède est la résolution sublime du dévouement jusqu'à la mort. Dans la mesure où l'on eût diminué la fierté nationale ou amoindri le sentiment national, on aurait retardé l'événement dont se félicite le Maréchal.

A ceux qui regardent à droite et à gauche, à ceux qui multiplient les vœux stériles et les paris byzantins, non, répond le Maréchal, ce n'est pas autrui qu'il faut regarder : c'est nous-mêmes. « le salut est d'abord entre nos mains ». Donc, obstacles, scrupules, aversion, éloignements instinctifs, peuvent bien avoir des raisons d'être, et justes, le Maréchal dit même : « nobles ». Il ne s'agit point de cela. Il ne s'agit ni de simples battements de cœur ni de simples états de sensibilité. Le Maréchal met au premier plan « la sauvegarde des intérêts du pays ». C'est un calcul d'intérêt que le plus honnête homme du monde se doit et doit aux siens de faire dans notre cas. Cette idée sacrée découle de deux sources : « l'honneur », — la nécessité de « maintenir l'unité française, une unité de dix siècles » dans les cadres nouveaux, mobiles et mouvants que peut apporter, proposer, imposer l'histoire de nos jours.

Ce but éloigné étant marqué, d'autres se trouvent ainsi visés et abordés par échelons, — pour le retour des prisonniers, les frais d'occupation, la ligne de démarcation, l'administration territoriale, le ravitaillement, et tout cela peut se tenir d'ailleurs, mais tient aussi à l'essentiel.

II. — La « collaboration »

Cet essentiel quel est-il ? La « souveraineté » de la France, le plus grand des droits et des devoirs auquel, par bonheur, elle est en état de satisfaire, auquel elle a satisfait ; son salut est venu de là. Les Français n'ont pas oublié comment, l'été dernier, un galopin de théâtre et de concerts, nommé Sordet, s'était permis de faire fi, publiquement, de ce qui reste de la souveraineté nationale. Les paroles du Chef, fort justes de ces sottises, doublées de folles, probablement intéressées. Le pur visage de la Patrie qui se trouve restitué dans toute cette partie de l'allocation d'hier qui en recèle l'idée directrice, et en fait rayonner le sens idéal et moral.

Passons au dispositif : — Etes-vous partisan de cette collaboration ? — Je n'ai pas à en être partisan. — Adversaire, alors ? — Non plus. — Neutre ? — Pas davantage. — Vous l'admettez donc ? — Je n'ai pas à l'admettre, ni à la discuter.

Nous sommes, grâce au ciel, sortis de ce régime de la Discussion, dans lequel tout allait à vau l'eau parce qu'il ne pouvait recevoir aucune direction continue ; rien ne tenait à rien, ni autorité, ni responsabilité. Nous avons changé tout cela, il faut que le pays en ait le bénéfice. Autrement, on ne pouvait pas hésiter un seul instant à prendre des responsabilités globales et tragiques dans la carence absolue de tout gouvernement et de tout Etat. Là où l'Etat existe, où il fait son métier, notre devoir est double : d'abord le lui laisser faire, et puis le lui faciliter.

Pour le laisser faire, sachons ne pas nous mêler au centre essentiel de son activité qui est le libre choix d'une politique entre les systèmes divers qui s'offrent ou ne s'offrent pas ; pour le lui faciliter, multiplions les efforts pour ramasser autour de lui le plus grand nombre possible de bons citoyens, créer une atmosphère de confiance absolue, lui apporter la force énorme qui provient de l'adhésion positive de multitudes quand elles sont organisées et dirigées par un souffle puissant.

Mais il n'y a pas à délibérer sur le fond de son action, ce serait de l'anarchie pure. Le plus grand malheur de la France serait qu'on y prit parti pour ou contre la « collaboration » et que les factions contraires se forment là-dessus ; cette dispersion et cette division nous seraient funestes. Tout doit aller au retranchement et au resserrément.

Le Maréchal est responsable. Il l'a admirablement dit. Comprenez... Mais si... — Il n'y a pas de si. D'abord l'unification. Ne penser qu'à la France, la seule France... C'est pour elle qu'il faut travailler. L'action saine et utile de l'esprit public, en conséquence, doit se donner pour objet de contribuer à fortifier le mécanisme du pivot sur lequel tout roule et tout tourne, la tendance de l'action politique étant elle-même mise hors de cause.

Puisqu'elle est son affaire propre, nous devons, nous, songer à faire que la manœuvre de l'Etat, quelle qu'elle soit, soit pourtant la plus forte, la plus souple possible, son rendement aussi heureux que possible. Si la direction choisie par le Chef de l'Etat est parfaite, ses bons résultats seront accélérés et accrus par le concours du pays. Si quelque erreur s'est glissée au point de départ, la souplesse et la solidité de la machine de l'Etat s'aideront l'atténuer et la compenser, grâce au même concours.

Tout peut avoir des inconvénients, ou de graves défauts. Les uns pires, les autres moindres. Et le temps souffle là-dessus. On pouvait hésiter et stagner, ou se recueillir indéfiniment avant Mers-el-Kébir. Là, les dés sanglants nous furent jetés aussi insolamment qu'un gant, par le Gouvernement de Londres et les coups de la furieuse campagne poussée droit à la tête et au cœur de la France, — à son Gouvernement, — manifestaient la volonté de nous asséner une nouvelle révolution française. Il n'y avait plus qu'à marcher contre Londres, contre sa Radio, contre sa malaisance et perfide sottise. Un genre de choix nous était donc retranché de ce côté-là. D'autres courants se sont produits d'autre part et d'autres réactions dont il a bien fallu tenir compte.

(Voir la suite en 2^e page) Charles MAURRAS.

LA PROVINCE ET L'ENFANCE

par TRISTAN DERÈME

Voici les jours déjà qu'on rentre le mois, dans ces vallons d'automne béarnais, qui n'étaient, jadis et naguère, que charme et sourire heureux sur le travail et le songe des hommes. Que peu de temps suffit pour changer toutes choses ! On l'a déjà dit. Une joie du moins nous est donnée, et belle et bonne, et qu'il convient de savourer, et d'avaler mieux qu'elles sont rares par ce déplorable an Quarante, dont on se moquait si allégrement aux propos familiers, en souvenir, sans doute, de cette année 1910, qui avait négligé d'apporter la fin du monde aux mortels inquiets ; et la plupart des gens, hélas ! ne songeaient guère, en notre siècle, ou ne voulaient comprendre, encore qu'on le leur dit et redit, et qu'on le leur montrait et démontrait, que s'approchait de nous un certain 1940...

Une joie, dis-je, et certes vous la connaissez et la goûtez, et qui nous vient de l'existence et de l'importance, officiellement et soudain reconnues, de nos langues provinciales. Rappelons-nous, et l'on se demande si l'on ne rêve point, que, dans la famille française, Mistral était comme un enfant trouvé, fils d'on ne sait quelle barbarie. Des qu'il parlait, l'Autorité descendait sourde, cruelle qu'elle était, se bouchait les oreilles et croyait qu'il criait. Il chantait, et toute une civilisation, la nôtre pourtant, fleurissait et reflourissait dans ses poèmes où marisaient les fruits heureux de l'amour, de l'expérience, de la sagesse et de l'esprit.

LA FRONTIÈRE entre la Grèce et la Yougoslavie est fermée

Berlin, 31 octobre. — On mande de Gradosth à la frontière greco-yougoslave au même journal, que la lutte entre les troupes grecques et italiennes se poursuit. Le grondement du canon a été entendu mercredi dans les régions frontalières de la Yougoslavie. La frontière entre la Grèce et la Yougoslavie est fermée et tout contact entre les populations est ainsi suspendu. La frontière entre la Yougoslavie et l'Albanie est par contre ouverte et le trafic des autocars continue normalement.

